

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Édouard Geffray au ministère de l'Éducation nationale : les principaux chantiers qui l'attendent

Camille Cordonnier

8-11 minutes

Budget 2026 pour l'Éducation nationale, déploiement de la nouvelle formation des enseignants, avenir des pôles d'appui à la scolarité... Ce sont quelques-uns des chantiers qui attendent le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, nommé le 12 octobre 2025 dans le gouvernement Lecornu II. Haut fonctionnaire et bon connaisseur de l'Éducation nationale, en tant qu'ancien DGRH du MENESR (2017-2019) et ancien Dgesco (2019-2024), Édouard Geffray devrait réceptionner les propositions de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant fin novembre.



Édouard Geffray, nouveau ministre de l'Éducation nationale

Septième ministre de la rue de Grenelle depuis 2022 après Pap Ndiaye, Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra, Nicole Belloubet, Anne Genetet et Élisabeth Borne, voici les principaux dossiers qui attendent Édouard Geffray, si le gouvernement Lecornu II n'est pas censuré dans la semaine.

Quels moyens pour l'éducation nationale en 2026 ?

Premier dossier : le budget 2026. Le nouveau gouvernement va proposer cette semaine un projet de loi de finances pour 2026 avec des mesures d'économies dont on ne connaît pas encore l'ampleur. Même si Élisabeth Borne avait promis cet été qu'il n'y aurait pas de baisse du budget de l'Éducation nationale en 2026 ([lire sur AEF info](#)), les acteurs redoutent une réduction du nombre de postes enseignants, qui pourrait être décidée par le gouvernement dans un contexte de baisse démographique. Les personnels de direction se plaignent aussi d'une baisse des moyens attribués aux établissements scolaires à cette rentrée ([lire sur AEF info](#)).

Les arbitrages financiers vont peser aussi sur le financement de mesures déjà annoncées, comme la création de postes d'infirmiers, de psychologues de l'Éducation nationale ou d'assistants sociaux, mais aussi sur les mesures de revalorisation des personnels, comme celle promise aux enseignants en milieu de carrière ([lire sur AEF info](#)). Les moyens pour le déploiement de la réforme de la formation des enseignants seront également scrutés, même si le gouvernement précédent s'était engagé à préserver le financement de élèves-professeurs prévus par la réforme ([lire sur AEF info](#)).

École inclusive : quel avenir pour les PAS ?

Édouard Geffray devra gérer l'avenir des PAS (pôles d'appui à la scolarité) pour les élèves à besoins éducatifs particuliers. Passés à 500 unités à la rentrée 2025, leur généralisation a été inscrite par le biais d'un amendement gouvernemental dans une proposition de loi, mais la CMP sur ce texte n'a pas abouti, laissant en suspens le sort de ces nouveaux pôles, même si Élisabeth Borne avait assuré pouvoir "avancer sans avoir immédiatement de base légale" ([lire sur AEF info](#)).

Autre sujet concernant l'école inclusive qui reste à traiter : la prise en charge financière des AESH sur le temps méridien. La loi Vial allant dans ce sens pose des difficultés d'application sur le terrain, les élus locaux soulignant des problèmes persistants de financement ([lire sur AEF info](#)).

Piloter le déploiement de la formation initiale des enseignants

L'ancien DGRH et Dgesco devra aussi piloter le déploiement de la réforme de la formation des enseignants, avec plusieurs points à arbitrer. À commencer par la carte des formations, qui devrait être dévoilée en janvier prochain, après le dépôt à l'automne par les universités de leurs dossiers d'accréditation pour les futurs LPE et M2E.

La crainte est grande, du côté des syndicats, de voir des formations et petits sites d'Inspé fermer. Le ministre devra aussi trancher sur le nombre de places ouvertes aux concours de recrutement de 2026.

Les autres chantiers

Vers une réforme des rythmes scolaires ? Dans le cadre des travaux de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant, dont la fin est prévue en novembre, le MEN devrait rouvrir le dossier des rythmes scolaires. Élisabeth Borne avait envisagé "des changements dès la rentrée 2026", avec possiblement "moins de jours de vacances" pour "avoir des journées moins chargées" ([lire sur AEF info](#)).

Célébration de la loi de 1905. Le nouveau ministre devrait prévoir des événements en décembre prochain, autour de la célébration des 120 ans de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État. Un appel à projets pédagogiques sur le thème de la laïcité est notamment prévu.

Sécurité dans les établissements. Le sujet de la sécurité dans les établissements scolaires sera

sur la table d'Édouard Geffray, à la suite de plusieurs agressions graves au couteau (à Nantes, Nogent, Antibes et Benfeld) commises par des élèves en direction d'enseignants ou de surveillants. Le ministère a notamment travaillé sur un nouveau plan, baptisé "Tous unis contre les violences", visant à "renforcer la protection des élèves et des personnels et responsabiliser tous les acteurs de la communauté éducative". Concernant les personnels, le Parlement pourrait reprendre l'examen de la proposition de loi Lafon visant à "mieux protéger les enseignants", votée au Sénat en mars dernier et transmise à l'Assemblée nationale, qui ne l'a toujours pas examinée ([lire sur AEF info](#)).

Quelles suites pour les plans "Avenir" et "Santé mentale" ? Lancés récemment, les plans "Avenir" et "Santé mentale" ont lentement commencé leur déploiement à cette rentrée ([lire sur AEF info](#)). Leur poursuite pourrait dépendre du niveau d'implication d'Édouard Geffray sur ces dossiers.

opérateurs du men : plusieurs nominations attendues

Édouard Geffray devra procéder à plusieurs nominations à la tête d'opérateurs ou organismes, dont :

- **Onisep** : Frédérique Alexandre-Bailly est arrivée au terme de son second mandat comme directrice générale. Anne de Rozario assure actuellement la direction générale par intérim.
- **Réseau Canopé** : la directrice générale, Marie-Caroline Missir, rejoint fin octobre le think tank "Vers le haut" ([lire sur AEF info](#))
- **IH2EF** : le mandat du chef de service Charles Torossian s'achève le 4 novembre
- **Conseil d'évaluation de l'école** : le président, Daniel Auverlot, est parti à la retraite en août

quel est Le parcours d'Édouard Geffray ?

Né en 1978, Édouard Geffray est titulaire d'une maîtrise d'histoire obtenue en 2000 à l'université Paris-Sorbonne (devenue Sorbonne université) et est diplômé de Sciences Po Paris (2002). Ancien élève de l'ENA (2005, promotion Romain Gary), il devient maître des requêtes au Conseil d'État et a successivement été rapporteur à la 10e sous-section du contentieux (2005-2008), responsable du centre de documentation et de recherches juridiques (2008) et rapporteur public à la 3e sous-section (décembre 2008-janvier 2012).

En février 2012, il rejoint la Cnijl comme directeur des affaires juridiques, internationales et de l'expertise, avant d'en être nommé secrétaire général en septembre 2012.

En mai 2017, il devient directeur de cabinet de François Bayrou, alors garde des Sceaux, avant de réintégrer le Conseil d'État en juillet 2017.

Ensuite, Édouard Geffray est nommé DGRH du MEN et du MESRI en septembre 2017 ([lire sur AEF info](#)) où il conduit des consultations avec les organisations syndicales dans le cadre d'un agenda social portant notamment sur l'attractivité des métiers et des carrières, dont le PPCR, la GRH de proximité, la formation initiale et continue des enseignants ou encore la mobilité des enseignants à l'international.

En juillet 2019, il est nommé directeur général de l'enseignement scolaire ([lire sur AEF info](#)), poste qu'il occupera jusqu'en juillet 2024, date à laquelle Caroline Pascal lui succède. Durant cette période, il est promu conseiller d'État mais conserve ses fonctions de Dgesco ([lire sur AEF info](#)). Par ailleurs, en 2021, Édouard Geffray se porte candidat à la direction de Sciences Po ([lire sur AEF info](#)).

Lors de son passage à la Dgesco, Édouard Geffray a notamment géré la crise covid et ses conséquences dans l'Éducation nationale (fermeture/ouverture des établissements scolaires, enseignement à distance, etc.) mais aussi le déploiement du volet éducation du CNR (Conseil national de la refondation) ([lire sur AEF info](#)). Il a également participé à la préparation et au déploiement des différentes mesures du "Choc des savoirs" (groupes de besoin, réforme du

DNB, etc.) ([lire sur AEF info](#)).

Depuis septembre 2024, il était assesseur de la 1^{re} chambre de la section du contentieux du Conseil d'État.

En septembre dernier, il a rendu un rapport sur l'éducation artistique et culturelle aux ministres de l'Éducation nationale et de la Culture, Élisabeth Borne et Rachida Dati ([lire sur AEF info](#)). Il proposait notamment "d'adosser l'éducation au cinéma et à l'image aux programmes d'enseignement", de "préserver les formations 'Ma classe au cinéma' des nouvelles règles de formation hors temps scolaire" ou encore de "sécuriser le financement de la billetterie en priorisant une partie de la part collective du Pass culture sur les offres culturelles à tarif négocié".